



Conseil de sécurité

Soixante-dix-neuvième année

9608^e séance

Jeudi 18 avril 2024, à 15 heures

New York

Provisoire

Présidente : M^{me} Frazier (Malte)

Membres :

Algérie	M. Koudri
Chine	M. Niu Xiaoqiang
Équateur	M. Montalvo Sosa
États-Unis d'Amérique	M. Wood
Fédération de Russie	M. Chumakov
France	M ^{me} Paolini
Guyana	M ^{me} Rodrigues-Birkett
Japon	M ^{me} Shino
Mozambique	M. Buanahagi
République de Corée	M. Dongjoon Kim
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Eckersley
Sierra Leone	M ^{me} Baimarro
Slovénie	M ^{me} Blokar Drobič
Suisse	M ^{me} Chanda

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0928 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est reprise à 15 heures.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je rappelle aux orateurs et oratrices qu'ils sont priés de limiter la durée de leurs déclarations à un maximum de trois minutes afin que le Conseil puisse mener ses travaux avec diligence. Ils sont également priés de faire preuve de respect à l'égard de tous les autres orateurs et oratrices. Le voyant rouge de leur micro se mettra à clignoter au bout de deux minutes et demie pour les inviter à conclure. Ils pourront soumettre le texte intégral de leur déclaration ultérieurement.

Je donne maintenant la parole au Ministre des relations extérieures de la Colombie.

M. Murillo Urrutia (Colombie) (*parle en espagnol*) : La Colombie est ici pour parler de solutions vitales en faveur de la paix et de la sécurité humaine.

Nous remercions votre pays d'avoir convoqué ce débat public, Madame la Présidente, et nous saluons le travail important que vous avez accompli ce mois-ci à la présidence du Conseil de sécurité.

L'absence d'une solution de fond à la question palestinienne met à l'épreuve la capacité de l'ONU, et en particulier du Conseil de sécurité, de s'acquitter de son mandat principal : le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Cette situation ne saurait être une exception s'agissant du droit international ou de l'autorité du Conseil. Le Conseil doit veiller à la mise en œuvre sans délai de la résolution 2728 (2024) du 25 mars 2024, qui exige un cessez-le-feu immédiat, la libération inconditionnelle des otages, l'expansion de l'acheminement de l'aide humanitaire et la protection des civils à Gaza.

La violence incessante à laquelle nous assistons au Moyen-Orient depuis plus de six mois est inacceptable. Malgré les appels répétés de la quasi-totalité des États Membres pour que cessent les attaques dans la bande de Gaza et l'escalade de la violence en Cisjordanie, nous sommes confrontés à une catastrophe humanitaire et à un conflit qui non seulement persiste, mais s'étend. La bande de Gaza est devenue inhabitable en raison de la destruction massive des infrastructures, du fait qu'il y a plus de 33 000 morts et environ 76 000 blessés et d'une famine imminente, une situation qui touche de manière disproportionnée les femmes et les enfants.

Comme nous l'avons indiqué dans d'autres enceintes internationales, la fin de la violence et le règlement de la question palestinienne passent par la reconnaissance de la Palestine et son admission à l'Organisation en tant que Membre à part entière. Cette reconnaissance est

fondamentale pour garantir un cadre juridique et politique solide au peuple palestinien et pour trouver une issue à ce conflit qui contribuera à la paix et à la stabilité de la région. Nous insistons sur le fait que le conflit ne peut être réglé définitivement que grâce à la solution des deux États. À cette fin, le fait pour la Palestine de devenir un Membre à part entière de l'ONU légitimerait et renforcerait son statut d'interlocuteur en tant qu'État, dans la perspective des négociations qui, comme l'a proposé le Président Petro Urrego à la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale (voir A/78/PV.4), pourraient avoir lieu dans le cadre d'une conférence internationale pour la paix.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Türkiye.

M. Yıldız (Türkiye) (*parle en anglais*) : Nous nous sommes réunis un nombre incalculable de fois dans cette salle depuis le 7 octobre 2023. Nous avons fait des déclarations très fortes et nous avons condamné sans ambiguïté les atrocités commises par Israël, qui ont entraîné des destructions indicibles et des pertes civiles sans précédent. Les chiffres sont très clairs : environ 30 000 morts en peu de temps.

Néanmoins, la Charte des Nations Unies – le socle du droit international – continue d'être régulièrement violée. Israël continue de faire fi des résolutions du Conseil de sécurité. La question qui se pose est la suivante : combien de temps cela va-t-il durer ? Après tout, les responsables de l'ONU eux-mêmes nous ont dit que le rythme auquel les massacres sont commis à Gaza est le plus rapide au monde depuis le génocide rwandais, qui a été commémoré il y a quelques semaines.

Il n'est pas étonnant qu'Israël soit aujourd'hui jugé par la Cour internationale de Justice pour avoir violé la Convention sur le génocide. Les actions et les politiques d'Israël visant à modifier le caractère et le statut des territoires palestiniens occupés constituent également des violations du droit international. La Türkiye a soumis un exposé écrit et présenté des exposés oraux à la Cour internationale de Justice dans le cadre de la demande d'avis consultatif formulée par l'Assemblée générale.

Le droit international est universel. Il s'applique à tous les États sans distinction ni discrimination. Aucun pays ne bénéficie d'une immunité vis-à-vis du droit international. Quelqu'un peut-il donc nous expliquer pourquoi aucune mesure n'a été prise jusqu'à présent par le Conseil face aux violations flagrantes du droit international et de ses propres résolutions par Israël ?

Plusieurs des personnes qui ont pris la parole avant moi, y compris le Secrétaire général, ont décrit de manière très éloquente la situation actuelle et l'ampleur de la catastrophe à Gaza. Le simple fait que des personnes, des femmes et des enfants, meurent de faim à Gaza en ce moment même devrait suffire pour remettre les choses en perspective. La raison en est qu'Israël ne se contente pas de tuer sans discernement des civils, mais empêche également l'entrée et la distribution d'une aide humanitaire en quantité suffisante à Gaza. Une fois de plus, Israël n'a pas appliqué les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Il est de notre devoir solennel de rappeler une fois de plus au Conseil de sécurité que le maintien de la paix et de la sécurité internationales et l'adoption de mesures efficaces pour prévenir et éliminer les menaces contre la paix sont sa tâche première. Le Conseil de sécurité est censé être la voix de la communauté internationale.

La position de la communauté internationale sur cette question est assez évidente, comme l'a résumé le Secrétaire général. La communauté internationale attend du Conseil qu'il fasse son travail. Se contenter de se réunir régulièrement dans cette salle pour ressasser les mêmes choses encore et encore et repartir les mains vides ne réglera aucun problème.

Nous avons besoin de mesures nouvelles et énergiques. La pleine reconnaissance de l'État de Palestine est l'une d'entre elles. Nous sommes tous d'accord pour dire qu'une solution permanente ne peut être fondée que sur la vision des deux États. L'un des États, Israël, jouit de son statut d'État depuis des décennies, tandis que l'autre État, la Palestine, est privé de ses droits naturels. Il est temps de corriger cette approche injuste et déséquilibrée.

La Türkiye ne se soustrait pas à ses responsabilités dans la région et n'hésite pas à faire tout ce qui est en son pouvoir pour contribuer à mettre fin à ce conflit sanglant et à instaurer une paix et une stabilité permanentes dans la région. L'idée d'un mécanisme de garantie en est une illustration. Il est très encourageant de constater que cette idée est accueillie très favorablement. Nous allons et devons continuer à coopérer avec celles et ceux qui partagent les mêmes objectifs en faveur d'un monde meilleur et plus sûr. Nous sommes convaincus que l'Organisation serait meilleure si l'État de Palestine en était Membre à part entière.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Pologne.

M. Szejna (Pologne) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à dire que nous souscrivons pleinement à la déclaration qui sera faite par le Représentant spécial de l'Union européenne pour le processus de paix au Proche-Orient, qui prendra la parole au nom de l'Union européenne. Je voudrais à présent formuler quelques observations supplémentaires à titre national.

La Pologne condamne avec la plus grande fermeté les attaques lancées par l'Iran contre Israël. Elles ont conduit l'ensemble du Moyen-Orient, déjà en proie à la tourmente, au bord d'un conflit à grande échelle. L'escalade pourrait avoir des conséquences désastreuses et durables. La stabilité et la paix dans la région sont également primordiales pour la sûreté maritime et les chaînes d'approvisionnement mondiales. La Pologne appuie le droit d'Israël de se défendre contre les attaques extérieures.

Dans le même temps, nous réaffirmons que la légitime défense doit s'exercer dans le plein respect du droit international, y compris le droit international humanitaire. Elle ne doit pas entraîner la souffrance de civils innocents, ni la mort des personnes qui leur viennent en aide.

Nous ne pouvons faire fi de la crise humanitaire à Gaza, du sort des otages ou de l'éventuelle opération militaire à Rafah. Nous exprimons notre vive inquiétude concernant les activités militaires israéliennes à proximité de Rafah, où la population civile a trouvé refuge. Ces civils risquent d'être contraints de se déplacer vers l'Égypte, la seule direction possible.

Face à la crise actuelle, il importe de continuer à fournir une aide, par l'intermédiaire de canaux bilatéraux et multilatéraux. La Pologne restera déterminée à appuyer les vastes efforts déployés par l'Organisation pour stabiliser le Moyen-Orient et acheminer une aide humanitaire dans la région.

Nous soulignons la nécessité d'un dialogue constructif entre Israël, l'Autorité palestinienne et la communauté internationale, susceptible d'ouvrir la voie à un partenariat productif de nature à conduire au règlement du conflit. Nous devons encourager et appuyer le retour de l'Autorité palestinienne à Gaza. Nous avons également besoin que l'Autorité palestinienne s'engage clairement en faveur de la sécurité d'Israël.

Une pleine coopération entre les partenaires régionaux et mondiaux est essentielle pour réduire le risque d'escalade au Moyen-Orient. L'ONU joue un rôle déterminant dans cette entreprise. Nous devons rétablir le respect du droit international, qui est fondamental pour garantir

l'ordre fondé sur des règles et le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

La Pologne a été touchée par les paroles de solidarité prononcées par les partenaires de l'ONU, qui ont appelé à ce que des enquêtes soient menées et à ce que les responsabilités soient établies après l'attaque meurtrière qui a visé des bénévoles de World Central Kitchen. L'une des victimes de cette attaque était un citoyen polonais, Damian Soból, un bénévole engagé de longue date dans des causes humanitaires.

Dernier point mais non le moindre, face à la souffrance, tous les conflits sont égaux. Il n'y a pas de degré dans la douleur qui est infligée. Pourtant, l'embrasement au Moyen-Orient détourne l'attention mondiale de la guerre en cours en Ukraine. Cette situation est particulièrement préjudiciable pour la Pologne, l'ensemble de ma région et au-delà. N'oublions pas que ces deux événements font peser une menace importante sur la paix et la sécurité mondiales.

Pour terminer, je voudrais dire que nous restons déterminés à aider l'ONU dans les efforts qu'elle déploie pour stabiliser le Moyen-Orient et acheminer l'aide humanitaire dans la région.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant des Maldives.

M. Naseer (Maldives) (*parle en anglais*) : Les Maldives appuient l'État de Palestine dans ses efforts pour devenir un État Membre à part entière de l'ONU. Les Maldives appellent également les 192 autres États Membres de l'ONU, y compris les membres permanents du Conseil de sécurité, à appuyer pleinement et inconditionnellement l'admission de la Palestine en tant qu'État Membre à part entière de l'ONU.

Je tiens à remercier Malte, qui assume la présidence du Conseil de sécurité en ce mois d'avril, d'avoir organisé ce débat public fort opportun sur la situation au Moyen-Orient.

La situation au Moyen-Orient reste à l'ordre du jour du Conseil pour une raison, et une raison seulement : Israël continue d'envahir, d'occuper et de coloniser les terres arabes de la région, violant le droit international, faisant fi des normes internationales et remettant en cause les principes fondamentaux énoncés dans la Charte des Nations Unies. Aujourd'hui, Israël commet un génocide et mène une guerre épouvantable contre la Palestine, une guerre au cours de laquelle il a tué plus de 33 000 Palestiniens et en a blessé plus de 76 000.

Pourtant, le Conseil ne semble avoir ni la capacité ni la volonté d'arrêter Israël. La Charte exige que le Conseil prenne des mesures punitives contre les États qui violent ses résolutions. Il est donc temps que le Conseil impose des sanctions, notamment un embargo sur les armes, à Israël. La demande d'admission de la Palestine en tant que Membre à part entière de l'ONU donne au Conseil une nouvelle occasion d'être du bon côté de l'histoire. La Palestine bénéficie de l'appui de plus de 140 États Membres. C'est bien plus que la majorité requise par l'Assemblée générale pour admettre un nouveau Membre à l'ONU. Pourtant, comme cela a été le cas lorsque la demande a été initialement soumise, en 2011 (voir S/PV.6484), cette décision est entre les mains du Conseil.

Le Conseil a déçu le peuple palestinien à maintes reprises. Au cours des cinq derniers mois, il l'a déçu à chaque fois qu'un veto a été opposé, empêchant ainsi un cessez-le-feu à Gaza. Il l'a déçu à chaque fois qu'il n'a pas fait respecter ses résolutions, ce qui a entraîné la perte d'innombrables vies supplémentaires. Le peuple palestinien subit des horreurs qu'aucun peuple ne devrait avoir à subir. Il souffre encore de l'impunité et de l'agression génocidaire d'Israël. Il est toujours privé d'aide humanitaire ainsi que de ses droits fondamentaux.

Le point de départ d'une solution durable à la situation au Moyen-Orient est l'octroi à l'État de Palestine du statut de Membre à part entière de l'ONU. C'est l'ingrédient de base de la solution des deux États. Tout de suite après, la prochaine étape sera la reconnaissance et le respect par Israël de la souveraineté et de l'indépendance de la Palestine sur les terres qu'Israël occupe depuis 1967, Jérusalem-Est devant en être la capitale. Parallèlement, Israël doit se retirer sans délai ni condition des territoires arabes et palestiniens qu'il occupe. Il doit permettre le retour en toute sécurité et la réinstallation de centaines de milliers de Palestiniens qui ont été chassés de force de leurs foyers depuis 1948.

Le Conseil a une occasion unique de se ranger du côté de la justice et de dire oui aux droits fondamentaux du peuple palestinien et non au racisme, à l'apartheid et à l'occupation d'Israël, ce qui signifie dire non aux colonies de peuplement illégales et à leur expansion, dire oui à l'admission de la Palestine en tant que Membre à part entière de l'ONU, ainsi qu'à son indépendance, à sa souveraineté et à son intégrité territoriale. J'appelle les membres du Conseil à dire oui à la Palestine.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M. Koopmans.

M. Koopmans (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de son exposé.

L'Union européenne estime qu'il faut créer d'urgence un État de Palestine souverain, sûr et pacifique, aux côtés d'un État d'Israël souverain, sûr et pacifique, et elle est prête à contribuer à la réalisation de cet objectif. Je proposerai aujourd'hui un moyen novateur et inexploré de nous rapprocher de cet objectif, mais concentrons-nous d'abord sur les crises horribles qui sévissent actuellement.

Notre première priorité doit être de mettre fin aux souffrances à Gaza et dans ses environs, au massacre incommensurable de milliers d'enfants et d'autres civils, à l'ignoble prise d'otages qui a commencé avec les attaques terroristes commises par le Hamas le 7 octobre, et à la famine d'origine humaine, qu'Israël doit décider d'arrêter. Nous réaffirmons la nécessité de mettre en œuvre la résolution 2728 (2024), y compris grâce à un cessez-le-feu immédiat, la libération sans condition de tous les otages et l'acheminement sans entrave de toute l'aide humanitaire et à grande échelle.

La résolution 2728 (2024) doit être appliquée immédiatement, de même que les ordonnances de la Cour internationale de Justice. L'Union européenne reconnaît le droit d'Israël de se défendre, conformément au droit international humanitaire. Nous exhortons Israël à ne pas lancer d'opération terrestre contre Rafah. L'ensemble de la bande de Gaza doit revenir sous le contrôle de l'Autorité palestinienne et être intégré au futur État libre de Palestine.

Notre deuxième priorité doit être d'éviter une guerre régionale, qui pourrait résulter de l'aggravation de l'occupation et du terrorisme en Cisjordanie, de l'affaiblissement délibéré de l'Autorité palestinienne et de l'agression entre le Hezbollah, l'Iran et Israël que nous avons condamnée à maintes reprises, y compris les attaques sans précédent menées contre Israël le week-end dernier, que nous avons condamnées sans réserve, tout comme l'attaque perpétrée avant cela à Damas et les attaques des houthistes en mer Rouge. Nous avons lancé l'opération maritime Aspides pour protéger les navires en mer Rouge. Nous exhortons toutes les parties à mettre en œuvre les résolutions du Conseil et à désamorcer la situation.

Notre troisième priorité doit être d'instaurer une paix régionale globale. En septembre dernier, l'Union européenne s'est associée à l'Égypte, à la Jordanie, à l'Arabie saoudite et à la Ligue des États arabes pour lancer la Journée d'initiative pour la paix au Proche-Orient. Aujourd'hui, nous appelons à l'organisation d'une

conférence de paix. Mais pour que cette conférence soit un succès, il faut d'abord instaurer un cessez-le-feu et ensuite organiser une réunion préparatoire entre ceux qui sont disposés à contribuer à la paix pour formuler une solution en ayant recours à l'ingénierie inversée. Je m'explique brièvement.

Les parties ne sont pas toutes prêtes à faire la paix. Mais plus leurs amis et partenaires se préparent à la paix, plus nous pouvons les aider à y parvenir. Nous devons tous indiquer la contribution que nous pouvons apporter. Comment pouvons-nous contribuer ensemble à garantir la sécurité d'Israël ? Que pouvons-nous faire pour contribuer à la stabilité de l'État de Palestine ? Comment ces deux États peuvent-ils être intégrés dans la région sur les plans politique, économique et dans le cadre de la coopération en matière de sécurité, d'eau, d'énergie et de lutte contre les changements climatiques ? Que peut signifier, dans la pratique, la normalisation de la situation dans la région pour Israël et la Palestine ? Nous pouvons tous, en tant que contributeurs à la paix, commencer à aborder ces questions dès aujourd'hui, même si une ou plusieurs parties ne sont pas encore prêtes. Nous n'avons pas besoin d'une autre feuille de route incertaine. Nous devons définir les moyens d'instaurer la paix en commençant par la fin, en déterminant en quelque sorte le jour où la paix reviendra.

À cette fin, j'appelle à l'organisation d'une conférence de paix préparatoire peu après l'instauration d'un cessez-le-feu. En tant que contributeurs, nous devons commencer à définir l'appui que nous comptons apporter dans la perspective de la concrétisation de la solution des deux États. Rappelons également le cadre bien connu et incontournable du processus de paix israélo-palestinien, et invitons ensuite les parties séparément à nous dire comment elles souhaitent que nous les accompagnions vers la paix. Nous devons expliquer clairement les conséquences qu'entraîneront la participation ou la non-participation à cette initiative mondiale.

La responsabilité de préparer la paix n'incombe pas seulement aux Israéliens, aux Palestiniens et aux membres du Conseil, mais à nous tous. Nous devons à ceux qui ont été tués, à ceux qui ont été pris en otage et à ceux qui meurent de faim aujourd'hui d'essayer cette nouvelle approche pour parvenir à la paix.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M. Zaki.

M. Zaki (*parle en arabe*) : Après six mois d'attente, le Conseil de sécurité a agi et adopté la résolution

2728 (2024), qui appelle à un cessez-le-feu immédiat à Gaza et à l'acheminement de l'aide humanitaire par tous les points de passage terrestres. La population inébranlable de Gaza attend toujours la mise en œuvre de la résolution du Conseil, et la Puissance occupante continue de manipuler et de rejeter la volonté du Conseil en poursuivant sa guerre implacable pour détruire les habitants et les biens à Gaza. Que compte faire le Conseil ?

La poursuite de cette guerre conduira inévitablement à l'extension du conflit et à l'entrée en scène d'autres parties, et il sera alors difficile de contrôler les conséquences d'une telle situation. Nous mettons en garde contre cette éventualité depuis le début de la guerre.

L'urgence d'instaurer un cessez-le-feu à Gaza, de porter secours à sa population au bord de la famine et d'œuvrer au retour immédiat des personnes déplacées dans leurs villes et leurs foyers ne doit pas détourner l'attention du fait que de nouveaux affrontements et de futures flambées de violence restent fort probables si un mécanisme clair n'est pas mis en place pour régler la question palestinienne en mettant en œuvre la solution des deux États.

Au cours des trois dernières décennies, de nombreux efforts ont été déployés pour parvenir à ce règlement, mais ils se sont toujours heurtés à un obstacle majeur, à savoir l'insistance d'Israël à poursuivre son occupation des territoires palestiniens. Cette occupation a pris des formes encore plus brutales et extrêmes, au point que le gouvernement d'occupation s'est transformé en un gouvernement de colons et d'extrémistes qui protège la violence des groupes de colons en Cisjordanie contre la population palestinienne, qui déclare même publiquement, à tous les niveaux de sa hiérarchie, qu'il n'y aura pas de solution des deux États, qui promulgue des lois à cette fin et qui essaie de convaincre les puissances internationales d'adopter sa logique.

Aujourd'hui, la communauté internationale, dont la volonté active est représentée par le Conseil, est plus que jamais appelée à agir, car l'autre option consiste à accepter une réalité honteuse et déshonorante, et à courir le risque d'une reprise de la violence et des massacres et d'une propagation du conflit, comme nous l'avons vu il y a quelques jours.

Nous espérons donc que le Conseil verra la situation telle qu'elle est : l'occupant israélien ne renoncera pas volontairement à ses territoires et à son contrôle. Au contraire, il devient de plus en plus extrémiste et raciste avec le temps, au point qu'il ne cache plus son objectif de prendre le contrôle de tous les territoires, du fleuve à

la mer, et de créer un État d'apartheid sous les yeux de la communauté internationale. Tout cela est le résultat du silence qui règne et de la lenteur du processus pour adopter une résolution internationale qui mette fin aux crimes de génocide qu'Israël continue de perpétrer dans sa guerre illégale contre les civils palestiniens.

En tant que représentant de la Ligue des États arabes, j'informe le Conseil que le peuple palestinien a prouvé qu'il était tout à fait apte à créer un État indépendant et à devenir un Membre à part entière de l'ONU. Nous estimons que la Palestine répond pleinement aux critères d'un État, tels que définis par la Convention sur les droits et devoirs des États de 1933. Par conséquent, toute tentative de reporter ce qui doit devenir une réalité est une offense à l'aspiration des Palestiniens à leur indépendance et rabaisse les droits légitimes d'un peuple à la civilisation glorieuse qui ne cherche qu'à devenir indépendant et libre. Après avoir été sacrifié dans le jeu des nations pendant plus de huit décennies, le peuple palestinien est aujourd'hui le seul peuple au monde soumis aux pires formes d'une occupation militaire arrogante.

Nous voudrions rappeler aux membres qu'après l'adoption par l'Assemblée générale de la fameuse résolution sur le partage de la Palestine, à savoir la résolution 181 (II), le Conseil de sécurité a, dans la résolution 69 (1949) du 4 mars 1949, recommandé à l'Assemblée générale d'accorder à Israël le statut de Membre à part entière de l'ONU. Pourquoi certains acteurs tentent-ils aujourd'hui d'entraver la mise en œuvre de la deuxième partie de la résolution 181 (II), en avançant des excuses peu convaincantes alors qu'ils tentent de lier les mains de la communauté internationale sur cette question ?

Nous estimons que le Conseil doit assumer pleinement sa responsabilité à cet égard et ne doit pas décevoir une fois de plus le peuple palestinien dans sa quête légitime d'indépendance et d'admission à l'ONU en tant que Membre à part entière, ce qui a été accordé à de nombreux autres peuples qui sont devenus Membres, en particulier récemment. En outre, le fait d'accorder à la Palestine le statut de Membre à part entière signifie que toute négociation future entre elle et la Puissance occupante se ferait sur un pied d'égalité d'un point de vue juridique et empêcherait la Puissance occupante de bloquer la création d'un État et sa reconnaissance au niveau international.

La Ligue des États arabes recommande au Conseil de reconnaître l'État de Palestine et de l'admettre au sein de cette organisation internationale pour avancer vers la

paix, et non pour en barrer la voie, comme le disent ceux qui soutiennent la mentalité et le discours de l'occupant.

Les efforts actifs visant à discréditer l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et à contester son impartialité et son professionnalisme sont une tentative de couper son financement et de convaincre les pays de cesser de contribuer à son budget. Nous rejetons totalement ces efforts et attendons avec impatience le jour où les Palestiniens n'auront plus besoin des services de l'UNRWA, où ils obtiendront l'indépendance qu'ils recherchent. L'Office, qui a été créé par une résolution de l'ONU, doit être autorisé à poursuivre ses travaux en fournissant une aide d'urgence et des services à des millions de réfugiés palestiniens.

Pour terminer, la poursuite des crimes à Gaza constitue une atteinte aux principes moraux et juridiques de l'ordre international. Garder le silence sur ce crime saperait la légitimité de cet ordre et la crédibilité du Conseil. Nous espérons que le Conseil appliquera ses résolutions, car il est important de maintenir sa crédibilité auprès des arabes et de tous les peuples qui s'opposent à l'injustice et soutiennent les droits légitimes des Palestiniens, y compris leur droit de vivre une vie digne à l'abri de l'emprise sanglante de l'occupation.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M. Kamel.

M. Kamel (*parle en anglais*) : Je tiens à vous remercier, Madame la Présidente, ainsi que Malte, de donner à l'Union pour la Méditerranée la possibilité de prendre la parole au Conseil de sécurité sur cette question très importante.

Comme les membres le savent, l'Union pour la Méditerranée est née de la renaissance du Processus de Barcelone, lancé il y a 30 ans et fondé sur l'espoir suscité par les Accords d'Oslo, et ce processus portait la promesse d'une paix, d'une stabilité et d'une prospérité partagées dans la région euro-méditerranéenne, promesse qui ne peut être réalisée que grâce à une paix solide fondée uniquement et exclusivement sur la solution des deux États. Malheureusement, c'est cette même promesse que, collectivement, nous n'avons pas réussi à tenir.

Pour revenir sur ce que le Secrétaire général a dit ce matin concernant l'ampleur de la catastrophe à Gaza, il a indiqué que les civils à Gaza souffrent d'une famine généralisée ; souligné la nécessité d'augmenter considérablement l'aide humanitaire acheminée à Gaza ; et rappelé la résolution 2728 (2024), qui exigeait un cessez-le-feu

immédiat pendant le ramadan qui mène à un cessez-le-feu durable, et exigeait la libération de tous les otages.

Le 27 novembre 2023, les ministres des affaires étrangères de l'Union pour la Méditerranée se sont réunis à Barcelone pour discuter du conflit israélo-palestinien. Les Coprésidents de l'Union ont publié un communiqué conjoint qui identifie les points de convergence ressortis de la réunion, à savoir que les États membres de l'Union pour la Méditerranée ont exprimé leur vive préoccupation face à la situation humanitaire à Gaza ; souligné la nécessité et l'obligation pour toutes les parties, en toutes circonstances, de protéger les civils et de respecter le droit international humanitaire ; condamné le meurtre aveugle et la prise pour cible des civils ; souligné leur rejet de tout déplacement de Palestiniens hors de Gaza ou de la Cisjordanie, ainsi qu'à l'intérieur de Gaza ; réaffirmé la responsabilité collective de parvenir à un règlement juste, durable et global de la question palestinienne sur la base de la solution des deux États ; affirmé leur engagement à travailler ensemble pour concrétiser la solution des deux États afin de garantir la liberté et la dignité des Palestiniens, une sécurité durable pour les Israéliens, ainsi qu'une paix et une stabilité durables pour l'ensemble de la région ; et appelé à la mise en œuvre de la solution des deux États selon un calendrier précis et via les mécanismes de mise en œuvre convenus, avec deux États souverains et sûrs, la Palestine et Israël, vivant côte à côte dans la paix et la reconnaissance mutuelle sur la base des frontières du 4 juin 1967.

Il y a plus de 30 ans, nous avons fait une promesse à nos citoyens. Il est temps de la tenir. Israël et la Palestine sont des membres fondateurs de l'Union pour la Méditerranée, et nous pensons que nous pouvons jouer un rôle clef dans la définition d'une nouvelle vision pour l'avenir de la région. La guerre et la vengeance ne peuvent conduire qu'à plus de brutalité. Le seul moyen de garantir la sécurité des Israéliens et des Palestiniens est d'exercer collectivement la pression nécessaire pour arrêter la conflagration, et l'arrêter maintenant.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Arabie saoudite.

M. Alwasil (Arabie saoudite) (*parle en arabe*) : J'ai l'honneur de faire la présente déclaration au nom du Groupe des États arabes.

Je tiens tout d'abord à vous féliciter, Madame la Présidente, de l'accession de Malte à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois en cours. Nous vous remercions sincèrement des efforts authentiques et

inlassables que vous déployez depuis le début de votre présidence, qui traduisent assurément le respect que vous inspire cette fonction et l'esprit de responsabilité avec lequel vous vous en acquittez. Nous vous remercions également d'avoir organisé cette séance historique, qui se tient dans des circonstances extrêmement complexes et difficiles qui requièrent la solidarité et la coopération du monde entier pour parvenir à une solution.

La délégation algérienne, en tant que représentante du Groupe des États arabes au Conseil de sécurité, a présenté, et nous l'en remercions, un projet de résolution (S/2024/312) très attendu par les peuples arabes et islamiques et par les peuples épris de justice et de paix. Ce projet de résolution recommande d'accorder à l'État de Palestine le statut de Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies. Il s'agit d'une demande légitime qui donne corps au droit du peuple palestinien, lequel a subi des décennies d'injustice, d'oppression et de marginalisation en conséquence des nombreuses mesures coercitives et discriminatoires dont il a fait l'objet, à commencer par le déni de son droit à l'autodétermination et à l'indépendance.

Les actions du Groupe des États arabes complètent les efforts déployés par l'Autorité palestinienne, en coordination avec les groupes de pays de l'Organisation de la coopération islamique et du Mouvement des pays non alignés. Je dois également remercier les États qui ont l'intention de voter pour la justice et les droits du peuple palestinien. Je voudrais leur dire qu'ils adoptent une position qui leur fait honneur et qui reflète la noblesse de leurs valeurs et la grandeur de leur humanité. Le peuple palestinien et les peuples arabes, islamiques et autres peuples épris de paix n'oublieront pas leur position d'une portée historique. Ils n'oublieront pas non plus ceux qui voteront contre le projet de résolution, car ce faisant, ils priveront le peuple palestinien de son droit légitime d'être Membre à part entière de l'ONU et se rangeront du côté d'Israël, Puissance occupante, qui rejette en bloc la solution des deux États et continue d'appliquer les mesures punitives les plus sévères contre le peuple palestinien.

Plus de 140 pays – une écrasante majorité des États Membres de l'Organisation – ont reconnu l'État de Palestine, et d'autres pays vont se joindre à ce processus et sont actuellement dans les dernières phases menant à leur décision de reconnaître l'État de Palestine. Cette reconnaissance est conforme à ce qui est prévu dans la plupart des résolutions du Conseil, notamment les résolutions 242 (1967), 338 (1973), 1397 (2002), 1515 (2003), 1850 (2008), 1860 (2009) et 2334 (2016), ainsi que les

résolutions 181 (II) et 194 (II) de l'Assemblée générale, qui prévoient toutes l'imposition de la solution des deux États et la réalisation par le peuple palestinien de sa dignité, de sa souveraineté et de l'indépendance de son État.

Cette tentative ne sera pas notre dernière en tant que Groupe des États arabes, car nous continuerons de frapper aux portes du Conseil encore et encore pour exiger la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien, parce que nous sommes pleinement convaincus que l'admission de la Palestine comme Membre à part entière de l'Organisation est une étape importante sur la voie de la paix et de la stabilité dans la région.

Plus de 190 jours se sont écoulés depuis le début de l'agression contre la bande de Gaza, et nous continuons tous et toutes d'observer la machine de guerre israélienne prendre pour cible les civils qui s'y trouvent et pratiquer les formes les plus extrêmes de châtement collectif, telles que les déplacements, la famine et le siège. Cela se produit sur fond d'hésitation honteuse de la part de la communauté internationale, ce qui encourage les forces d'occupation à poursuivre leurs pratiques inhumaines. Ces forces d'occupation déclarent même leur intention de lancer une attaque terrestre sur la ville de Rafah dans le sud de la bande de Gaza – le dernier refuge de la population gazaouite – en violation flagrante de la résolution 2728 (2024) et d'autres résolutions pertinentes. Le Conseil de sécurité a été incapable de s'acquitter de la tâche pour laquelle il a été créé parce que certains de ses membres ont été les otages de calculs politiques et d'intérêts étriés qui ont empêché le Conseil de tenir le rôle qui est le sien en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Par conséquent, le Groupe des États arabes demande une nouvelle fois au Conseil d'adopter une résolution, au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, afin de garantir qu'Israël, Puissance occupante, respecte un cessez-le-feu, autorise l'entrée de l'aide humanitaire, mette fin à l'agression cruelle contre le peuple palestinien et assure sa protection. Le Groupe des États arabes souligne l'importance de contraindre la Puissance occupante à se conformer aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et à respecter le droit international, le droit international humanitaire et les deux ordonnances récemment rendues par la Cour internationale de Justice sur la question du génocide perpétré par Israël contre le peuple palestinien.

Le Groupe affirme qu'il poursuivra son action à tous les niveaux et dans toutes les instances internationales pour contribuer à l'instauration de la paix et de la sécurité dans la région. Il poursuivra également ses

efforts pour contraindre Israël, Puissance occupante, à instaurer un cessez-le-feu immédiat et durable et à permettre le passage sans entrave de l'aide humanitaire. Dans ce contexte, le Groupe des États arabes salue les efforts déployés par l'État du Qatar et la République arabe d'Égypte pour obtenir une trêve humanitaire afin de remédier à la situation tragique dans la bande de Gaza, de libérer les prisonniers et les personnes détenues des deux côtés, et d'autoriser l'entrée d'un plus grand nombre de convois humanitaires et de l'aide humanitaire. Le Groupe exprime l'espoir que ces efforts contribueront à instaurer un cessez-le-feu, à mettre fin au siège et à alléger les souffrances du peuple palestinien.

Pour terminer, nous appelons une nouvelle fois les membres du Conseil à appuyer le projet de résolution, qui contribuera à l'instauration de la paix et de la stabilité dans la région et qui est conforme aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale.

La Présidente (*parle en anglais*) : Tout en reconnaissant l'importance de cette séance, je dois demander à chaque orateur et oratrice de bien vouloir respecter le temps de parole imparti, qui est de trois minutes, parce que la liste est vraiment longue, et nous ne pourrions pas entendre beaucoup d'orateurs et d'oratrices aujourd'hui si nous continuons à ce rythme.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Égypte.

M. Mahmoud (Égypte) (*parle en arabe*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, de vos efforts concernant la demande d'admission de la Palestine comme Membre à part entière de l'ONU. Je voudrais également remercier l'Algérie, pays frère, d'avoir pris l'initiative de soumettre le projet de résolution (S/2024/312) aux voix, ainsi que toutes les délégations qui ont l'intention de voter pour ce texte, en soutien et en reconnaissance du droit naturel de l'État de Palestine et du peuple palestinien, sur un pied d'égalité avec tous les autres États et tous les autres peuples. La demande palestinienne est simple : l'égalité des droits et du statut juridique pour tous les êtres humains, et l'égalité de l'être humain palestinien avec son homologue israélien. C'est sans conteste ce qui est équitable et ce qui est juste.

La guerre illégale et criminelle d'Israël contre la bande de Gaza se poursuit depuis plus de six mois, avec un bilan de plus de 32 000 martyrs et 75 000 blessés. Plus de 175 membres du personnel des Nations Unies ont été tués. Le dédain et le mépris continus d'Israël à l'égard des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité,

l'Assemblée générale et le Conseil des droits de l'homme, ainsi que des décisions de la Cour internationale de Justice, mettent à mal la crédibilité de l'Organisation et de l'ensemble du système international de paix et de sécurité. Leur incapacité de mettre fin à cette guerre odieuse est un échec qu'il est presque impossible d'expliquer à tous les peuples dotés d'une conscience, qu'il s'agisse des peuples arabes et islamiques ou de tout autre peuple épris de paix. Ce qui nous a conduits à cette impasse lamentable dans la région du Moyen-Orient, c'est l'indifférence de certains à l'égard de la logique, des règles de justice, de l'application de la Charte des Nations Unies et des objectifs légitimes de nos demandes, au premier rang desquelles l'exigence d'un cessez-le-feu.

Le Moyen-Orient est au bord du précipice, pour peu que nous n'y soyons pas déjà tombés, en raison du comportement de plus en plus hostile d'Israël, qui se croit au-dessus de toute responsabilité et de toute loi. Il lance des attaques les unes après les autres contre les pays voisins, et même contre des locaux diplomatiques, en violation flagrante des règles du droit international relatives à l'inviolabilité des locaux diplomatiques, ainsi que de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques et de la Convention de Vienne sur les relations consulaires, provoquant ainsi un cercle vicieux qu'il est difficile de contenir pour éviter qu'il ne débouche sur une escalade militaire dans la région. Tout le monde y perdra, et rien de bon n'en ressortira.

L'Égypte souligne qu'elle rejette les manœuvres d'Israël visant à provoquer une escalade dans la région du Moyen-Orient et à ouvrir de nouveaux fronts de conflit afin de détourner l'attention de l'opinion publique internationale de la guerre barbare qu'il mène à Gaza et de la terrible tragédie humaine qui en résulte. L'Égypte condamne également les attaques israéliennes contre le Liban et la Syrie. Israël n'est pas le gendarme de la région, pas plus qu'il n'a le droit ou la légitimité d'agresser les autres sous quelque prétexte que ce soit. L'Égypte prévient que le fait de tolérer les attaques incessantes d'Israël contre les pays voisins plongera progressivement le Moyen-Orient dans une spirale catastrophique. Nous en paierons tous le prix fort – au Moyen-Orient et dans le monde entier. Peut-être que l'avertissement lancé par le Secrétaire général au Conseil de sécurité le 14 avril (voir S/PV.9602), selon lequel ni la région ni le monde ne peuvent se permettre de nouvelles guerres, agira comme un coup de semonce et nous incitera à nous réveiller avant qu'il ne soit trop tard. C'est pourquoi l'Égypte appelle toutes les parties à faire preuve de la plus grande retenue

et de la plus grande responsabilité et à renoncer à recourir à la force pour régler les différends.

Il n'y aura pas de paix, de sécurité et de stabilité dans la région sans règlement de la question de Palestine. Par conséquent, il faut se concentrer en priorité sur la fin immédiate de la guerre contre Gaza et sur la fourniture d'une assistance conformément aux résolutions 2712 (2023), 2720 (2023) et 2728 (2024). Il n'y a pas de plus grande priorité, et nous déclarons clairement devant le Conseil que nous ne permettrons ni ne tolérerons aucune tentative d'Israël d'exploiter la situation actuelle dans la région ou d'utiliser de piètres excuses pour attaquer Rafah ou étendre la portée de ses opérations militaires dans la bande de Gaza.

L'Égypte a toujours été en faveur de la paix et s'est toujours efforcée de la promouvoir en dépit de tous les obstacles. Malgré l'obstination à laquelle elle se heurte, l'Égypte poursuivra ses efforts de médiation en coopération avec le Qatar et les États-Unis en vue de mettre fin à la guerre, de garantir l'accès humanitaire et d'obtenir la libération des détenus palestiniens et des otages israéliens. Dans ce contexte, l'Égypte appelle une nouvelle fois le Conseil de sécurité à adopter un projet de résolution au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, exigeant un cessez-le-feu immédiat et permanent et obligeant Israël à ouvrir tous les points de passage autour de Gaza et à autoriser l'acheminement de l'aide, qui est toujours restreint malgré les affirmations répétées d'Israël selon lesquelles il a autorisé l'entrée de l'aide et ouvert les points de passage. Il doit appuyer la mise en place d'un mécanisme d'entrée de l'aide humanitaire, sous la supervision de Sigrid Kaag et conformément à la résolution 2720 (2023). Israël doit cesser les expulsions forcées, que ce soit à l'intérieur de Gaza ou vers les États voisins. Nous demandons également au Conseil d'adopter un projet de résolution qui empêcherait l'exportation d'armes vers Israël, conformément aux résolutions du Conseil des droits de l'homme. Il doit également tenir Israël responsable de ses crimes et l'obliger à verser des réparations.

L'Égypte appelle les membres du Conseil à appuyer la demande de l'État de Palestine de devenir Membre à part entière de l'ONU. C'est un État qui a rempli toutes les conditions. Il a des frontières historiques qui ont été reconnues par la résolution 181 (II) de l'Assemblée générale, de 1947, sur le partage de la Palestine, dont les terres ont été occupées par Israël en juin 1967, et compte des résidents permanents en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et à Jérusalem-Est, en plus d'être doté d'un gouvernement actif et efficace. La Palestine entretient des

relations diplomatiques avec de nombreux pays dans le monde. C'est un État reconnu par 140 États Membres de l'ONU, et il a adhéré à un grand nombre de conventions internationales et multilatérales. En outre, la Palestine est membre de nombreuses organisations internationales, telles que l'UNESCO, et remplit toutes les conditions pratiques associées au concept d'État, ainsi que celles énoncées à l'Article 4 de la Charte, de sorte qu'elle répond aux critères pour être admise à l'ONU comme n'importe quel autre État.

Dans la résolution 67/19, sur le statut de la Palestine à l'Organisation des Nations Unies, adoptée en 2012, l'Assemblée générale déclarait espérer que le Conseil de sécurité donnerait une suite favorable à la demande d'admission en tant que Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies présentée par l'État de Palestine. Aussi l'Égypte appelle-t-elle les membres du Conseil à examiner cette demande et à appliquer les résolutions de l'ONU qui, depuis des décennies, demandent la réalisation du droit du peuple palestinien à l'autodétermination. Cela s'inscrit dans le cadre de la Déclaration universelle des droits de l'homme, concernant l'égalité de tous les êtres humains. Cette admission donnerait un élan positif au processus de paix et aux négociations sur la mise en œuvre de la solution des deux États, l'État de Palestine et l'État d'Israël, étant tous deux égaux et dotés de droits de souveraineté et d'un statut de Membre de l'ONU.

Pour terminer, je voudrais dire que le Moyen-Orient ne connaîtra pas de stabilité sans le règlement de la question de Palestine et la création d'un État palestinien indépendant fondé sur les frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale. C'est la seule solution juste et globale à la crise la plus grave de notre histoire contemporaine. Nous devons tous mettre en œuvre cette solution, car il n'y en a pas d'autre.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Qatar.

M^{me} Al-Thani (Qatar) (*parle en arabe*) : Je tiens tout d'abord à vous remercier, Madame la Présidente, ainsi qu'à féliciter votre pays ami de son accession à la présidence du Conseil de sécurité et à saluer la sagesse avec laquelle vous dirigez les travaux du Conseil. Nous saluons également la participation du Ministre maltais des affaires étrangères à la séance de ce matin. Et nous remercions le Secrétaire général de son exposé.

Nous nous associons aux déclarations faites au nom du Groupe des États arabes, de l'Organisation de la coopération islamique et du Mouvement des pays non alignés.

Les faits nouveaux très inquiétants survenus dans notre région ces derniers jours prouvent la validité de ce contre quoi l'État du Qatar a mis en garde à maintes reprises, à savoir l'intensification du cycle de la violence si l'effusion de sang dans la bande de Gaza ne prend pas fin. Compte tenu de l'évolution de la situation, l'État du Qatar appelle une nouvelle fois toutes les parties à la désescalade et à la retenue maximale, et il demande à la communauté internationale d'agir immédiatement pour désamorcer les tensions et empêcher la région de sombrer dans de nouveaux conflits.

La situation dans la bande de Gaza est une situation de crise humanitaire sans précédent, et l'État du Qatar condamne à nouveau toutes les formes d'attaques visant délibérément les civils et les biens de caractère civil, ainsi que toutes les pratiques de l'autorité d'occupation israélienne en lien avec sa politique de châtiment collectif et consistant à priver la population de nourriture, de médicaments et de services essentiels. Nous rejetons l'utilisation de la famine comme arme et les tentatives de déplacement forcé de la population. Nous mettons en garde contre les répercussions de tels actes sur les plans humanitaire et de la sécurité. L'État du Qatar rejette toute opération militaire des forces d'occupation dans la ville de Rafah. Face à une telle situation, il faut respecter pleinement le droit international, y compris le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme. Toutes les mesures doivent être prises pour mettre fin à la catastrophe humanitaire et prévenir la famine. Pour ce faire, il faut que l'aide humanitaire soit acheminée à grande échelle, immédiatement, en toute sécurité et sans entrave. Les acteurs humanitaires ont souligné que le seul moyen d'y parvenir est d'instaurer un cessez-le-feu immédiat.

Nous saluons une fois de plus la résolution 2728 (2024), qui exige un cessez-le-feu immédiat dans la bande de Gaza qui mène à un cessez-le-feu durable. Tel est l'objectif des efforts diplomatiques de l'État du Qatar. Nous réaffirmons que cette résolution doit être contraignante en vertu de la Charte des Nations Unies. La communauté internationale et le Conseil ont la responsabilité de mettre en œuvre le droit international sans deux poids, deux mesures. Nous soulignons également que les ordonnances de la Cour internationale de Justice, qui imposent à Israël de prendre des mesures efficaces pour prévenir un génocide à Gaza et garantir l'acheminement de l'aide nécessaire, doivent être appliquées.

Dans sa résolution 2728 (2024), le Conseil prend note de l'action diplomatique en cours menée par la République arabe d'Égypte, les États-Unis d'Amérique et le

Qatar. Mon pays attache une grande importance à ces efforts, qui ont permis d'obtenir des résultats tangibles et d'atténuer les souffrances humanitaires de la population gazaouite et des otages des deux côtés. Mon pays n'hésitera pas à poursuivre ses efforts pour faciliter les négociations afin d'obtenir la libération des otages, l'acheminement d'une aide humanitaire internationale suffisante et l'instauration d'un cessez-le-feu durable. Nous réaffirmons la nécessité de mettre un terme à l'escalade continue en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est. Les autorités d'occupation doivent cesser leurs crimes, leurs violations des droits du peuple palestinien et la saisie de ses terres, ainsi que l'expansion des colonies de peuplement illégales. Elles doivent également respecter le statut historique et juridique de Jérusalem, avec ses lieux saints musulmans et chrétiens.

L'État du Qatar condamne les attaques systématiques et délibérées menées par Israël contre l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), et réaffirme qu'un financement suffisant doit être fourni à l'Office. De ce fait, l'État du Qatar a augmenté son financement de l'UNRWA de 25 millions de dollars, en plus des contributions précédentes. Mon pays a continué à appuyer pleinement le peuple palestinien frère avec l'envoi, à ce jour, de milliers de tonnes d'aide urgente via l'aéroport d'El-Arich, transportées par 92 avions. Il a également procédé à l'évacuation de 22 groupes de blessés palestiniens pour qu'ils reçoivent des soins à Doha et envoyé des équipes médicales qataries pour soigner les blessés à El-Arich.

La seule garantie pour parvenir à une paix pérenne est un cessez-le-feu durable qui conduise à des pourparlers dignes de ce nom et à un processus politique aboutissant à un règlement global, durable et juste de la question de Palestine, conformément aux résolutions de la légitimité internationale, à l'Initiative de paix arabe et à la solution des deux États, qui garantirait la création d'un État palestinien souverain et indépendant le long des frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, et avec le peuple palestinien frère jouissant de tous ses droits inaliénables et l'État de Palestine jouissant de son statut de Membre à part entière de l'ONU. À cet égard, l'État du Qatar appuie le projet de résolution déposé par l'Algérie (S/2024/312), membre arabe du Conseil, qui recommande d'accepter l'État de Palestine en tant que Membre à part entière de l'ONU et appelle tous les membres du Conseil à appuyer cette demande légitime, qui constitue un pas important en faveur de la solution des deux États et du règlement de la question de Palestine.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Libye.

M. El-Sonni (Libye) (*parle en arabe*) : Tout d'abord, nous nous associons aux déclarations faites par le représentant de l'Algérie, représentant arabe au Conseil de sécurité, et par le représentant du Royaume d'Arabie saoudite au nom du Groupe des États arabes.

La création d'un État palestinien indépendant et souverain est un droit naturel, historique et juridique du peuple palestinien, qui est garanti par le droit international et le droit international humanitaire. La reconnaissance par la communauté internationale, représentée par l'ONU, du droit du peuple palestinien à l'autodétermination est une position inscrite dans de nombreuses résolutions qu'il n'est pas nécessaire d'énumérer ici. Celles et ceux qui ont des doutes peuvent se reporter à la liste des résolutions pertinentes, en commençant par la résolution 181 (II) de 1947. L'État de Palestine satisfait par ailleurs à toutes les conditions prévues par la Convention sur les droits et devoirs des États de 1933.

Le peuple palestinien a toujours vécu sur sa terre. L'ONU a reconnu à maintes reprises son droit à l'autodétermination dans ses résolutions, tout comme la Cour internationale de Justice en 2004. L'État de Palestine remplit également les conditions d'admission à l'ONU. Il est attaché aux principes inscrits dans la Charte des Nations Unies et il a la capacité et la volonté de respecter ses obligations. Surtout, la Palestine est un État épris de paix, contrairement à ce que le représentant bouffon de l'entité israélienne a tenté de faire croire aujourd'hui dans une tentative désespérée de convaincre tout le monde que la résistance du peuple palestinien à l'occupation s'apparente à du terrorisme.

Comme d'habitude, ce bouffon a également qualifié le Conseil et l'Organisation des Nations Unies de partisans multilatéraux du terrorisme. Ce faisant, il a passé sous silence le fait que c'est ce même Conseil qui a accordé à l'entité israélienne le statut de Membre à part entière de l'Organisation en 1948. Mais, comme beaucoup d'autres, je considère que ce statut ne lui a été accordé que pour la forme, car il manque une composante morale, compte tenu des atrocités commises par l'entité depuis sept décennies, au cours desquelles le peuple palestinien a fait preuve de patience, subi toutes les formes d'oppression et d'injustice, et exploré toutes les voies menant à la paix. Le peuple palestinien est un peuple épris de paix. Si le bouffon qui représente l'entité israélienne ne reconnaît pas l'Organisation, il doit s'en retirer. Pourquoi s'adresse-t-il à nous et participe-t-il aux séances s'il ne reconnaît

pas l'Organisation et s'il pense que nous appuyons le terrorisme ?

Le projet de résolution S/2024/312, sur l'admission de la Palestine en tant que Membre à part entière de l'ONU, a été présenté aujourd'hui par l'Algérie, au nom du Groupe des États arabes et de l'Organisation de la coopération islamique, alors que 140 États à travers le monde ont reconnu l'État de Palestine, soit près de 75 % des peuples du monde. Néanmoins, certains continuent d'évoquer l'importance de relancer le processus de paix et le règlement pacifique de la crise sur la base de la solution dite des deux États. Quelle est la raison de cette contradiction et pourquoi s'obstinent-ils à empêcher l'admission de la Palestine en tant que Membre à part entière de l'ONU ? Ne s'agit-il pas d'une des conditions du processus de paix ?

La Libye continuera de soutenir résolument la juste cause du peuple palestinien et son droit à l'autodétermination, au retour des réfugiés et à la création d'un État indépendant, avec Al-Qods al-Charif pour capitale.

À ceux qui tentent encore de déformer la vérité, je répète ce que nous avons dit à maintes reprises : il ne faut pas réduire la crise actuelle aux événements du 7 octobre, et il ne faut pas oublier les violations et les massacres commis depuis plus de 70 ans dans tous les territoires occupés, ni faire comme si l'usurpation des territoires en 1948 et le déplacement des populations de leurs terres n'étaient pas la véritable cause du conflit actuel. Ces actions ont été suivies par l'expansion des colonies de peuplement, le blocus, les humiliations et les déplacements.

La Libye ne tolère donc pas que l'on condamne la résistance du peuple palestinien ou qu'on le qualifie de terroriste. Nous n'acceptons pas non plus le silence actuel ni aucune justification des actes terroristes commis par les forces d'occupation et leur régime d'extrême droite sous le prétexte de la légitime défense. Quelle légitime défense et contre qui ? Est-ce contre ceux dont les territoires ont été usurpés et occupés ? De plus, l'occupant joue la victime alors qu'il est le bourreau. Comment le colonisateur et occupant pourrait-il être la victime ? Quel pays, parmi nous, a obtenu sa liberté et son indépendance d'un colonisateur sans opposer de résistance, surtout lorsqu'on se trouve dans une impasse et qu'il n'y a pas de solutions pacifiques ni de justice ?

Nous sommes tous témoins du génocide en cours contre le peuple palestinien dans la bande de Gaza. Ces scènes ont permis de faire tomber de nombreux masques et de mettre en évidence le caractère mensonger des

slogans relatifs aux droits humains. Le Conseil n'a pas été en mesure de mettre en œuvre la résolution 2728 (2024) adoptée récemment, qui exigeait un cessez-le-feu. Nous nous associons donc à l'appel lancé par le Groupe des États arabes à appliquer le Chapitre VII de la Charte, à imposer un cessez-le-feu et à acheminer immédiatement une aide humanitaire. Nous savons toutefois que cela ne se produira pas, car nous vivons à l'ère du deux poids, deux mesures.

Pour conclure, je voudrais m'adresser aux Palestiniens, en particulier ceux dans la bande de Gaza, pour leur dire que la Libye se tient à leurs côtés. Quoi que nous fassions aujourd'hui, c'est le moins que nous puissions faire pour honorer leurs sacrifices. C'est notre tentative de réveiller ceux qui dorment profondément. Comme les Palestiniens, nous n'avons plus confiance en la communauté internationale, mais ils peuvent être assurés que le peuple libyen et tous les peuples libres du monde ne les abandonneront pas dans leur lutte. Nous nous tiendrons à leurs côtés et soutiendrons leur droit à la résistance et à l'autodétermination. Les pays du monde doivent prouver aujourd'hui que la conscience humaine vit toujours et qu'ils s'opposeront à cette agression et à cette injustice flagrante contre la Palestine et l'humanité dans son ensemble. Ils doivent apporter leur plein appui à l'admission de l'État de Palestine en tant que Membre à part entière de l'ONU. Ce n'est pas un but en soi, et ce n'est ni de la charité ni de la pitié. Il s'agit d'un droit naturel et d'une première étape vers le rétablissement de tous les droits légitimes du peuple palestinien héroïque et inébranlable.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Liechtenstein.

M^{me} Oehri (Liechtenstein) (*parle en anglais*) : Le Liechtenstein demeure gravement préoccupé par la situation catastrophique dans la bande de Gaza ainsi que par l'escalade et l'instabilité croissantes dans l'ensemble de la région. Nous sommes vivement préoccupés par les pertes massives parmi la population civile, en particulier le nombre choquant d'enfants tués, le déplacement massif des civils, ainsi que la détérioration rapide de la situation humanitaire et l'insécurité alimentaire aiguë dont souffre la population de Gaza.

Trois mois après le précédent débat public sur cette question (voir S/PV.9534), le Liechtenstein a accueillie avec satisfaction l'adoption par le Conseil de la résolution 2728 (2024), qui cherchait à remédier à la crise de la protection des civils à Gaza en exigeant un cessez-le-feu immédiat pendant le mois du ramadan, plusieurs mois après des appels similaires lancés par

l'Assemblée générale. Nous saluons tout particulièrement le rôle crucial joué par les 10 membres élus du Conseil de sécurité dans l'adoption de la résolution 2728 (2024). Toutefois, nous déplorons que le mois sacré du ramadan se soit achevé sans qu'elle ait été mise en œuvre.

Nous avons également été perturbés par la suggestion contre-productive et infondée selon laquelle la résolution 2728 (2024) pourrait ne pas être juridiquement contraignante. Nous souhaitons simplement citer le texte de l'Article 25 de la Charte des Nations Unies, qui dispose que :

« [L]es Membres de l'Organisation conviennent d'accepter et d'appliquer les décisions du Conseil de sécurité conformément à la présente Charte. »

S'il existe un doute, notamment dans l'esprit des membres du Conseil, sur le fait qu'il s'agit d'une déclaration sans équivoque sur le caractère juridiquement contraignant des décisions du Conseil, alors il n'y a plus guère de raison de demander au Conseil d'agir.

Il est urgent que le Conseil de sécurité prenne de nouvelles mesures pour protéger les civils et instaurer un cessez-le-feu humanitaire immédiat, durable et soutenu. Ce cessez-le-feu est indispensable pour garantir un accès humanitaire sans entrave et durable, ainsi que pour permettre la libération de tous les otages. À cet égard, nous appelons toutes les parties à respecter pleinement le droit international humanitaire, notamment en accordant un accès immédiat, total et sans entrave aux organisations humanitaires. Nous condamnons à nouveau, avec la plus grande fermeté, les attentats terroristes odieux perpétrés par le Hamas le 7 octobre et appelons à la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages.

L'instabilité dans l'ensemble de la région est sur le point de dégénérer en hostilités ouvertes. Le Liechtenstein condamne la frappe aérienne israélienne qui a touché le consulat iranien à Damas au début du mois. Nous condamnons également avec la plus grande fermeté les attaques de drones et les tirs de missiles de l'Iran contre Israël le week-end dernier. Le Liechtenstein appelle toutes les parties à la plus grande retenue. Le recours à la force doit en toutes circonstances être strictement conforme au droit international, notamment aux Articles 2 et 51 de la Charte des Nations Unies, et toutes les parties sont tenues de respecter strictement le droit international en tout temps. Les bâtiments diplomatiques ne doivent pas être pris pour cible, et les civils et les infrastructures civiles doivent être protégés dans toutes les situations. La désescalade reste

une priorité absolue, et nous accueillons avec satisfaction toute déclaration ou mesure concrète visant à mettre fin au cycle de la violence dans la région.

Le Liechtenstein est attaché à l'état de droit au niveau international et soutient le rôle que joue la Cour internationale de Justice dans le règlement des différends, y compris en vertu de la Convention sur le génocide. Le Liechtenstein suit de près les procédures en cours dans l'affaire intentée par l'Afrique du Sud contre Israël, y compris l'examen de mesures conservatoires, et souligne l'importance que revêt le respect de toute décision rendue par la Cour.

Pour terminer, le Liechtenstein réaffirme le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et son appui résolu à la solution des deux États, seul moyen de parvenir à un règlement pacifique, stable et durable pour la région. Le Liechtenstein estime que la Palestine remplit les critères fondamentaux constitutifs d'un État en vertu du droit international. À cet égard, nous prenons également acte du renouvellement par la Palestine de sa demande d'admission comme Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant des Philippines.

M. Lagdameo (Philippines) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier sincèrement Malte d'avoir organisé ce débat crucial sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne. Nous saluons le leadership de Malte et son engagement à promouvoir le dialogue sur cette question urgente.

Les Philippines expriment leur vive inquiétude face aux tensions croissantes entre Israël et l'Iran. Nous demandons instamment à toutes les parties de s'abstenir d'aggraver la situation et d'œuvrer à un règlement pacifique du conflit qui les oppose.

Les Philippines plaident depuis longtemps pour que tous les États adhèrent aux principes du droit international et au règlement pacifique des différends. Conformément à leur engagement en faveur de la paix et de la stabilité dans la région, les Philippines réaffirment leur appui à une solution prévoyant deux États. Nous pensons que les Israéliens et les Palestiniens méritent de connaître un avenir commun où leurs droits, leurs aspirations et leur sécurité seront défendus. Nous demandons donc instamment à toutes les parties de s'abstenir de prendre des mesures unilatérales qui compromettent les perspectives de règlement pacifique du conflit et mettent en danger la vie et les moyens de subsistance des citoyens et des migrants.

La situation désastreuse à Gaza exige une attention immédiate. Avec plus de 90 % de la population confrontée à l'insécurité alimentaire et à de graves pénuries d'électricité et d'eau, les souffrances des civils innocents sont intolérables. L'ampleur des déplacements et de la destruction des maisons et des écoles est alarmante et menace l'avenir de toute une génération. Nous sommes solidaires des communautés touchées et soulignons qu'il est impératif de fournir une aide humanitaire vitale pour soulager leur détresse.

Nous appelons à assurer la protection et la sécurité des marins civils qui traversent la mer Rouge, le canal de Suez, le golfe d'Aden et d'autres zones adjacentes, non seulement pour garantir la libre circulation du commerce, mais aussi pour préserver des vies innocentes.

La protection des droits et du bien-être des gens de mer est une priorité essentielle pour le Gouvernement philippin. À cet égard, nous sollicitons l'appui de la communauté internationale et lui demandons de n'épargner aucun effort pour que les marins soient libérés et puissent rentrer chez eux dès que possible.

Nous réaffirmons notre conviction que les conflits interconnectés dans la région doivent être réglés par la diplomatie et le respect du droit international, pour favoriser un commerce libre et sans entrave ainsi que la liberté de navigation dans la mer Rouge.

Les Philippines saluent et reconnaissent l'importance primordiale de la résolution 2728 (2024), qui traite de la crise humanitaire à Gaza. La crise humanitaire actuelle requiert une mobilisation rapide et unifiée de la part de la communauté internationale. À cet égard, nous exhortons toutes les parties à mettre pleinement en œuvre la résolution 2728 (2024) sans délai afin d'atténuer les souffrances des civils innocents pris entre deux feux.

À ce jour, la situation à Gaza reste catastrophique. Des dizaines de milliers de personnes sont mortes et des millions ont été déplacées. Les Philippines se joignent à la communauté internationale pour demander un cessez-le-feu durable, la libération de tous les otages, sains et saufs, et l'acheminement sans entrave de l'aide humanitaire à la population de Gaza.

En outre, nous renouvelons notre ferme appui à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et demandons instamment à la communauté internationale de fournir un financement suffisant et prévisible afin d'assurer la continuité de son action humanitaire vitale et de ses

activités de développement, y compris dans le domaine de l'éducation.

Le conflit israélo-palestinien prolongé reste un facteur déterminant pour la paix et la stabilité au Moyen-Orient. Les récents échanges entre l'Iran et Israël exacerbent encore les tensions et menacent d'accélérer la spirale de violence dans la région.

Les Philippines encouragent vivement toutes les parties à élever le dialogue au rang d'outil principal pour parvenir à un règlement pacifique et durable. Nous préconisons fortement le recours à la diplomatie pour régler les différends. Les Philippines sont prêtes à soutenir les efforts visant à instaurer une paix globale et durable au Moyen-Orient.

Plus que jamais, les Philippines soulignent l'importance du respect de la Charte des Nations Unies, du droit international et des résolutions pertinentes de l'ONU, qui constituent le fondement d'un règlement juste et pacifique de la question palestinienne. Nous appelons la communauté internationale à redoubler d'efforts pour promouvoir le dialogue, désamorcer les tensions et œuvrer en faveur d'un avenir caractérisé par la coexistence pacifique des populations d'Israël et de la Palestine dans l'intérêt de la paix, de la stabilité et de la prospérité du Moyen-Orient.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Afrique du Sud.

M. Van Schalkwyk (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Nous remercions Malte d'avoir organisé ce débat public trimestriel sur la situation au Moyen-Orient et de donner à tous les États Membres de l'ONU l'occasion de s'exprimer devant le Conseil sur l'évolution de la situation dans la région.

L'Afrique du Sud s'associe à la déclaration qui sera faite par la République de l'Ouganda au nom du Mouvement des pays non alignés.

Six mois se sont écoulés depuis le début de la guerre actuelle à Gaza, le 7 octobre dernier. Près de 34 000 personnes ont été tuées, dont près de 14 000 enfants. Des milliers de personnes ont été déplacées et sont menacées de famine.

L'évolution de la situation au Moyen-Orient à la suite des mesures de représailles prises par la République islamique d'Iran contre Israël, après l'attaque de ce pays contre l'ambassade d'Iran à Damas, préoccupe vivement l'Afrique du Sud. Il existe manifestement un risque très réel d'escalade dévastatrice dans la région. Toutes les parties doivent faire preuve de la plus grande retenue et

s'abstenir de tout acte susceptible d'aggraver les tensions, en particulier dans cette région fragile.

L'Afrique du Sud ne cesse de souligner que même si les États estiment que leur recours à la force est légal, il n'est jamais sage de recourir à la guerre, car ce sont inévitablement les citoyens ordinaires qui subissent les conséquences du conflit. La communauté internationale, et le Conseil de sécurité en particulier, doivent agir en faveur d'une paix durable et juste pour tous.

Le Conseil de sécurité, en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales, a organisé de nombreux débats et adopté plusieurs déclarations présidentielles et résolutions sur les questions relatives à la protection des civils. Par exemple, la résolution 2417 (2018) exige que toutes les parties à un conflit armé respectent les obligations que leur impose le droit international humanitaire. Elle souligne qu'il importe que le personnel humanitaire ait accès librement et en toute sécurité aux civils en période de conflit armé. Elle condamne fermement l'utilisation de la famine contre les civils comme méthode de guerre et condamne fermement les refus illicites d'accès humanitaire et le fait de priver les civils des biens indispensables à leur survie, notamment en entravant intentionnellement l'acheminement des secours destinés à lutter contre l'insécurité alimentaire provoquée par les conflits.

S'asseoir, débattre et se mettre d'accord sur le papier ne suffit pas si nous n'agissons pas face aux manifestations réelles de ce que les membres du Conseil se sont engagés à prévenir et aux autres conséquences de ces horribles agissements. Le Conseil de sécurité doit prendre des mesures concrètes pour éviter des souffrances humanitaires massives, conformément à ses propres engagements. Sinon, à quoi bon adopter des déclarations et des résolutions qui n'ont plus aucune utilité si elles sont ignorées ?

Rien ne peut justifier de tuer et de blesser délibérément des civils, ni de recourir à la famine contre des civils désespérés et traumatisés. Il ne fait aucun doute que la totalité de la population de Gaza subit des destructions à une échelle et à une vitesse sans précédent dans l'histoire récente. Rien ne peut justifier d'infliger un châtiment collectif au peuple palestinien. Par conséquent, l'injustice historique persistante, qui se traduit par des décennies d'occupation israélienne du territoire palestinien, continue de faire peser une grave menace sur la paix et la sécurité régionales et internationales.

Trois semaines se sont écoulées depuis l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 2728 (2024), exigeant un cessez-le-feu immédiat. Cependant, Israël poursuit ses attaques dévastatrices contre le peuple palestinien. La prolifération des conflits dans le monde se poursuivra si nous, en tant que communauté internationale, ne nous engageons pas à mettre fin à la guerre et à créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect du droit international.

À l'heure où la Palestine exerce son droit de demander son admission comme Membre de l'ONU, la communauté internationale doit éviter toute action de rétorsion susceptible de faire obstacle à l'existence même de l'État de Palestine. L'Afrique du Sud estime que le droit du peuple palestinien de disposer de son propre État pleinement indépendant doit être reconnu par tous et que son aspiration à être admis comme Membre de l'ONU doit être soutenue.

Pour terminer, reconnaître les préoccupations légitimes de toutes les parties concernées est une étape cruciale pour favoriser la stabilité et l'harmonie dans la diversité. Et rappelons-nous que la question centrale au Moyen-Orient est la concrétisation d'une solution prévoyant deux États, par laquelle Israël et la Palestine pourront vivre ensemble, côte à côte, dans la paix et la sécurité – deux États indépendants et souverains.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Bangladesh.

M. Shatil (Bangladesh) (*parle en anglais*) : Nous félicitons la présidence maltaise du Conseil de la compétence avec laquelle elle dirige les travaux du Conseil de sécurité pour le mois d'avril, et en particulier de l'organisation de ce débat public de haut niveau. Nous remercions le Secrétaire général de son exposé détaillé.

Ma délégation s'associe aux déclarations qui seront prononcées par les représentants de l'Ouganda et de la Mauritanie, respectivement au nom du Mouvement des pays non alignés et de l'Organisation de la coopération islamique.

Au cours des six derniers mois, nous n'avons cessé de lancer des appels urgents, au Conseil et à l'Assemblée générale, en faveur d'un cessez-le-feu immédiat afin de sauver des vies civiles innocentes à Gaza. Cependant, la réalité demeure absolument frustrante, et il est inacceptable que le nombre de morts augmente, que des personnes meurent sous nos yeux, et que nous venions ici à chaque fois pour rendre compte de ce chiffre en hausse, qui a dépassé les 34 000 aujourd'hui. Même si, il y a trois

semaines, le Conseil a finalement pu adopter la résolution 2728 (2024), appelant à un cessez-le-feu immédiat pendant le mois du ramadan qui mène à un cessez-le-feu durable, rien n'a changé sur le terrain. Les attaques et les massacres de civils innocents par Israël se poursuivent. Et maintenant, on nous dit également que les résolutions du Conseil de sécurité ne sont pas contraignantes.

Nous assistons à la poursuite, imperturbable et planifiée des meurtres de civils, à l'assassinat d'un nombre sans précédent de membres du personnel des Nations Unies et de travailleurs humanitaires, à la destruction d'hôpitaux et d'abris, à la famine délibérément provoquée et au blocage de l'aide humanitaire, alors que des millions de personnes ont désespérément besoin d'une aide d'urgence pour survivre. Malheureusement, le massacre de civils ne connaît pas de répit et l'aide vitale n'est pas acheminée. La perspective d'un cessez-le-feu négocié, malgré les espoirs exprimés à maintes reprises, reste hors de portée. Outre le carnage qui se poursuit sans entrave à Gaza, nous assistons également à une intensification des violences commises par les forces israéliennes et les colons contre les Palestiniens en Cisjordanie.

Reste désormais à savoir ce que nous pouvons faire d'autre au niveau multilatéral pour mettre un terme aux attaques aveugles et aux meurtres de civils, qui s'apparentent à un génocide et à des crimes contre l'humanité. Les appels du Conseil sont ignorés et méprisés. Et ce ne sont pas seulement les décisions du Conseil, mais aussi celles de l'Assemblée générale, du Conseil des droits de l'homme et de la Cour internationale de Justice qui sont piétinées de manière flagrante par Israël et ses alliés.

Nous félicitons Malte, qui exerce actuellement la présidence du Conseil, d'avoir appelé le Procureur de la Cour pénale internationale à achever rapidement l'enquête en cours, appel que nous appuyons pleinement et dont nous nous faisons l'écho. Le Bangladesh, fidèle à sa position fondée sur des valeurs fortes contre les atrocités criminelles, est l'un des cinq États Membres qui ont saisi la Cour pénale internationale de la situation dans les territoires palestiniens occupés en novembre 2023. Nous sommes aussi vivement préoccupés par le fait qu'Israël ne respecte pas les directives de la Cour internationale de Justice. Aujourd'hui, nous demandons à tous les États Membres de l'ONU de respecter la récente résolution du Conseil des droits de l'homme appelant, entre autres, à cesser les transferts d'armes à la Puissance occupante (résolution 55/28 du Conseil des droits de l'homme).

Nous ne savons pas ce qui, au fond, empêche le Conseil d'admettre l'État de Palestine comme Membre

à part entière de l'ONU, alors que l'Assemblée générale a voté à une écrasante majorité pour cette admission et que la quasi-totalité des Membres soutiennent la solution des deux États. Nous exhortons le Comité d'admission de nouveaux Membres à recommander l'admission de l'État de Palestine comme État Membre de l'ONU. Nous appelons tous les membres du Conseil à soutenir unanimement le projet de résolution (S/2024/312) approuvant l'admission de la Palestine comme Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies. Il convient de noter que l'Assemblée générale est très largement favorable à l'admission de l'État de Palestine comme Membre à part entière.

Le Bangladesh condamne fermement l'attaque perpétrée le 1^{er} avril contre le bâtiment du consulat de l'ambassade d'Iran à Damas, en Syrie. Nous soulignons que le principe de l'inviolabilité des locaux et du personnel diplomatiques et consulaires doit être respecté en toutes circonstances. Nous sommes aussi profondément préoccupés par l'évolution actuelle de la situation et la grave escalade entre l'Iran et Israël, qui menace la paix et la stabilité au Moyen-Orient. Nous appelons toutes les parties à œuvrer pour éviter toute nouvelle escalade du conflit.

Nous pensons que la cause première de toute l'instabilité passée et présente au Moyen-Orient est l'occupation prolongée, par Israël, des territoires palestiniens et arabes, ses agressions et atrocités répétées dans les territoires palestiniens occupés et le traitement proche de l'apartheid qu'il inflige au peuple palestinien. Malheureusement, il se livre à toutes ces actions en faisant totalement fi de la volonté de la communauté internationale, exprimée dans de nombreuses résolutions des organes de l'ONU appelant à la fin de l'occupation et à la création d'un État palestinien, comme le prévoit la solution des deux États. Si nous ne réglons pas cette question centrale, nous ne pouvons pas espérer la paix dans la région. En outre, nous estimons qu'il est étonnamment contradictoire d'appuyer la solution des deux États tout en s'opposant à l'admission de l'État de Palestine comme Membre à part entière de l'ONU.

Nous exhortons une nouvelle fois le Conseil à agir immédiatement pour mettre fin aux atrocités israéliennes à Gaza en prenant toutes les mesures possibles pour mettre en œuvre la résolution 2728 (2024), ainsi que pour faire cesser l'occupation et l'agression israéliennes de la Palestine, qui durent depuis des décennies. Nous réaffirmons à cet égard que la seule solution à cette crise, le seul moyen de parvenir à la paix en Palestine et dans toute

la région, est de créer un État palestinien indépendant, viable et souverain, avec Jérusalem-Est pour capitale, conformément à une solution prévoyant deux États le long des frontières d'avant 1967, et d'admettre l'État de Palestine comme Membre de l'ONU.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant des Émirats arabes unis.

M. Abushahab (Émirats arabes unis) (*parle en arabe*) : Je remercie S. E. M. Ian Borg d'avoir présidé la séance de ce matin. Et nous félicitons Malte de son accession à la présidence du Conseil pour le mois en cours. Je remercie également le Secrétaire général António Guterres de sa participation et de son important exposé.

Les Émirats arabes unis s'associent à la déclaration faite par le représentant du Royaume d'Arabie saoudite au nom du Groupe des États arabes.

Les Émirats arabes unis appellent tous les membres du Conseil de sécurité à voter pour le projet de résolution (S/2024/312) qui recommande d'admettre la Palestine comme Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies. Lorsque l'Assemblée générale a adopté sa résolution 67/19 en 2012, exprimant l'espoir que le Conseil de sécurité donne une suite favorable à la demande d'admission de la Palestine en tant que Membre à part entière de l'ONU, il était clair que la majorité des États Membres appuyait déjà une telle demande. C'est parce que la Palestine a rempli les conditions requises. Dès lors, qu'attend le Conseil pour appuyer cette demande ? La Palestine a prouvé qu'elle était un membre actif de la communauté internationale. Cent quarante pays reconnaissent déjà l'État de Palestine. La Palestine a fait la preuve de son attachement à la Charte des Nations Unies et de son soutien à la paix. Elle a également adhéré à de nombreux traités et conventions internationaux. La Palestine joue un rôle actif dans les organisations régionales et internationales, en particulier au sein de l'Organisation des Nations Unies, comme l'illustre sa présidence fructueuse du Groupe des 77 et de la Chine en 2019. Je le répète, qu'attend le Conseil pour appuyer l'admission de la Palestine en tant que Membre à part entière ?

Notre débat sur l'admission de la Palestine en tant que Membre à part entière fait partie intégrante des engagements historiques de l'ONU, et en particulier du Conseil, à l'égard du peuple palestinien. En adoptant la résolution 181 (II) de l'Assemblée générale de 1947, sur le partage de la Palestine, l'Organisation s'est engagée à créer deux États en Palestine, l'un arabe et l'autre juif. Elle a chargé le Conseil de sécurité de prendre les mesures

nécessaires pour mettre en œuvre cette résolution. Alors que l'État d'Israël a été créé conformément à la résolution, le peuple palestinien attend toujours la création de son État. L'octroi à la Palestine du statut de Membre à part entière est une étape cruciale qui consoliderait les efforts de paix. La communauté internationale confirmerait, en paroles et en actes, que la solution des deux États est le seul moyen de mettre fin au conflit palestino-israélien.

Les événements de ces derniers mois ont prouvé que l'approche de la communauté internationale consistant à gérer le conflit au lieu de prendre des mesures concrètes pour le régler reste une démarche futile. Aujourd'hui, Gaza subit une guerre sanglante qui a coûté la vie à plus de 30 000 personnes. Quant aux personnes qui ont survécu, elles continuent d'être confrontées aux bombardements, à la famine, aux maladies et à la menace du déplacement. La Cisjordanie traverse également ses deux années les plus sanglantes depuis deux décennies en raison des pratiques injustes qu'Israël continue d'infliger au peuple palestinien frère. La poursuite de ces événements ne fera qu'exacerber la violence et entraînera la région vers de nouveaux niveaux d'instabilité. L'escalade récente dans la région, en particulier au cours des dernières semaines, le confirme.

Pour faire face aux actes de violence et à la montée des tensions, la communauté internationale, en particulier le Conseil de sécurité, doit prendre des mesures mûrement réfléchies pour ramener la paix dans la région. Désamorcer la violence dans l'ensemble du Territoire palestinien occupé et mettre fin à l'escalade dans la région doit être une priorité. Il s'agit notamment de parvenir à un cessez-le-feu immédiat et permanent dans la bande de Gaza, de sauver les populations de la famine et d'utiliser les moyens diplomatiques, la négociation et le dialogue pour régler pacifiquement le conflit. Israël doit également cesser toutes ses mesures illégales de surenchère en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Il doit mettre un terme à la violence des colons, y compris leurs actes d'agression armée contre des villages et des villes palestiniens, comme cela s'est produit le week-end dernier. Il s'agit de crimes graves, dont les auteurs doivent répondre.

Nous devons exiger fermement que toutes les parties concernées respectent le droit international, y compris le droit international humanitaire. Elles doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre en œuvre les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment les résolutions 2712 (2023), 2720 (2023) et 2728 (2024). Cela signifie qu'il faut permettre à l'aide humanitaire d'entrer par tous les points de passage disponibles et

veiller à ce qu'elle soit distribuée en toute sécurité et sans entrave. Il s'agit également d'appuyer les efforts de M^{me} Sigrid Kaag, Coordonnatrice de haut niveau de l'action humanitaire et de la reconstruction à Gaza.

L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) doit poursuivre ses efforts de secours indispensables. La protection des civils et des travailleurs humanitaires doit être assurée et les installations civiles, en particulier les établissements de santé, ne doivent pas être prises pour cible.

Nous redisons notre ferme condamnation de l'assassinat de nombreux travailleurs humanitaires, y compris le récent ciblage par Israël du convoi de World Central Kitchen, qui a eu des répercussions considérables sur les opérations humanitaires dans la bande de Gaza.

Enfin, nous insistons sur le fait qu'il ne sera possible de mettre durablement fin aux violences répétées que si l'on parvient à une solution juste, pérenne et globale du conflit palestino-israélien, conformément à un plan réalisable pour la mise en œuvre de la solution des deux États. Nous devons veiller à ce que les parties reprennent un processus de négociation sérieux et crédible, assorti d'un calendrier précis. C'est le seul moyen de garantir la sécurité, la stabilité et la prospérité des peuples palestinien et israélien, ainsi que de l'ensemble de la région.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M. Niang.

M. Niang (*parle en anglais*) : À l'entame de mon propos, je voudrais féliciter Malte de son accession à la présidence du Conseil de sécurité et lui présenter mes compliments pour avoir organisé la séance d'aujourd'hui au niveau ministériel, appelant ainsi l'attention du Conseil sur la gravité de la crise actuelle. Je remercie également le Secrétaire général de son exposé et de ses efforts inlassables en vue de parvenir à une solution juste et durable à la question palestinienne, conformément au droit international et aux résolutions pertinentes des organes de l'ONU.

Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien rejette toute tentative de faire des attaques odieuses commises le 7 octobre 2023 en Israël la seule cause de la crise actuelle. Le contexte historique, qui couvre plus de 76 ans de l'ordre du jour de l'ONU, nous aide à comprendre l'occupation israélienne illégale du territoire palestinien, y compris Jérusalem-Est : des décennies de violations attestées des droits de l'homme, de graves infractions au droit international humanitaire

et 17 années de blocus de la bande de Gaza. Il est essentiel d'aborder ces questions pour trouver une solution juste et durable à la question palestinienne, y compris à la crise catastrophique qui sévit actuellement à Gaza.

Notre comité s'est félicité de l'adoption, tardive, par le Conseil de sécurité de la résolution 2728 (2024), dans laquelle il exige un cessez-le-feu immédiat pendant le mois du ramadan qui mène à un cessez-le-feu durable. Toutefois, le Comité regrette vivement que la résolution n'ait pas été mise en œuvre. Le ramadan est terminé et des milliers de civils palestiniens continuent d'être tués et mutilés. Cela doit cesser. La guerre menée par Israël à Gaza a causé un grand nombre de morts parmi les civils palestiniens et des déplacements massifs de population, vu la privation de nourriture et de médicaments être utilisée comme arme, et donné lieu à un génocide plausible et à des violations constantes du droit international, y compris le mépris des ordonnances rendues par la Cour internationale de Justice. Le non-respect flagrant du droit international sape l'ONU et son autorité, fragilisant le système multilatéral et entamant la réputation du Conseil. En six mois de cette guerre abominable, les opérations militaires de la Puissance occupante ont tué plus de 33 000 Palestiniens et en ont blessé plus de 76 000, principalement des femmes et des enfants. L'obstruction délibérée de l'aide humanitaire a plongé 1,1 million de civils dans la famine, la maladie et la mort. Gaza est aujourd'hui victime d'une famine d'origine humaine, comme l'admettent ouvertement ceux qui l'ont orchestrée.

Dans le même temps, les forces d'occupation israéliennes et les colons armés continuent d'infliger des violences et de spolier la population palestinienne en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est. Depuis le début de l'année 2024, selon l'organisation israélienne La paix maintenant, les confiscations de terres palestiniennes par Israël et l'expansion des colonies ont augmenté massivement par rapport aux années précédentes. Les activités illégales de peuplement menées par Israël et son occupation illégale doivent cesser.

Le Comité félicite l'ONU, les États Membres et les organisations non gouvernementales pour les efforts qu'ils déploient afin d'apporter une aide à la bande de Gaza, tout en condamnant les attaques délibérées d'Israël contre les travailleurs et les infrastructures humanitaires. Nous constatons que ces incidents, notamment le meurtre de 178 membres du personnel de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et d'autres entités, ainsi que la tragédie tout aussi horrible qui a frappé le

personnel de World Central Kitchen, ne reçoivent pas l'attention qu'ils méritent.

Nous continuons d'exiger un accès humanitaire sans entrave à Gaza. Nous demandons également qu'on cesse de prendre pour cible les journalistes, dont plus de 150 ont été tués dans le cadre d'attaques israéliennes. En outre, la presse internationale doit être autorisée à entrer dans la bande de Gaza.

Le Comité dénonce fermement les efforts persistants d'Israël visant à saper l'UNRWA, la seule entité capable de répondre aux besoins des civils à Gaza. Le Comité s'oppose à toute tentative de modifier le statut des réfugiés palestiniens tel qu'il est défini dans la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale de 1948. Nous ne devons pas laisser l'UNRWA s'effondrer, car cela aurait des répercussions allant bien au-delà des simples préoccupations humanitaires. Son effondrement risquerait d'attiser de nouvelles tensions et de nouveaux conflits dans une région déjà instable. Le Comité demande instamment aux donateurs de reprendre rapidement le financement de l'UNRWA et de soutenir la pleine mise en œuvre du mandat que lui a confié l'Assemblée générale.

Le Comité se félicite des résolutions du Conseil des droits de l'homme du 5 avril (résolutions 55/28, 55/30 et 55/32 du Conseil des droits de l'homme) qui, entre autres mesures, demandent instamment d'empêcher le transfert forcé de Palestiniens et de cesser les ventes d'armes à destination d'Israël. Nous saluons les efforts déployés par l'Égypte, le Qatar et les États-Unis pour obtenir un cessez-le-feu permanent et durable et la libération de tous les otages, et nous espérons qu'ils aboutiront à un accord. Nous devons œuvrer en faveur de la paix à Gaza pour prévenir l'escalade des conflits qui font peser une menace sur la sécurité mondiale. Le Comité demande instamment que cesse immédiatement l'escalade entre Israël et l'Iran, et insiste sur la nécessité pour toutes les parties de respecter les principes consacrés par la Charte des Nations Unies.

Le Comité exhorte le Conseil de sécurité et les États Membres à soutenir la demande d'admission de l'État de Palestine comme Membre à part entière de l'ONU. Cette mesure cruciale agira en faveur du droit du peuple palestinien à l'autodétermination et de la réalisation de la solution des deux États. Nous saluons les efforts déployés par les pays de l'Union européenne qui prévoient de rejoindre les 140 États Membres qui ont déjà reconnu l'État de Palestine.

Nous nous félicitons de la nomination d'un nouveau Premier Ministre en Palestine, chargé de diriger les efforts du Gouvernement pour contribuer à rationaliser les efforts en faveur du relèvement et de la reconstruction.

Pour terminer, je voudrais demander à tous les États Membres, notamment les membres du Conseil, de tenir compte des appels de l'Assemblée générale et de ceux de la société civile, des fonctionnaires et des citoyens du monde entier qui réclament chaque jour la fin du carnage à Gaza, l'application du principe de responsabilité pour les crimes odieux commis par toutes les parties et des efforts vigoureux pour parvenir à une solution juste et durable à la question de Palestine.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Indonésie.

M. Nasir (Indonésie) (*parle en anglais*) : L'Indonésie salue le rôle de chef de file que joue Malte, qui continue de soutenir la cause palestinienne.

On dit souvent dans cette salle que la paix au Moyen-Orient ne deviendra une réalité qu'avec la fin de l'occupation israélienne de la Palestine et la concrétisation de la solution des deux États. Aujourd'hui, le Conseil a la possibilité de nous rapprocher de cet objectif. L'Indonésie félicite donc l'Algérie d'avoir déposé le projet de résolution (S/2024/312) recommandant d'admettre l'État de Palestine à l'Organisation des Nations Unies en tant que Membre à part entière. Il s'agit d'une mesure qui n'a que trop tardé pour défendre la justice, pour contribuer à la reprise des négociations devant mener à une solution prévoyant deux États sur un pied d'égalité et pour donner de l'espoir au peuple palestinien. Comment pouvons-nous parvenir à une paix durable si la Palestine se voit continuellement refuser son droit à un statut égal dans les négociations de paix ? L'Indonésie appelle donc tous les membres du Conseil à se laisser guider par leur sens de la moralité et à appuyer ce projet de résolution. Refuser à la Palestine la place qui lui revient à l'ONU portera atteinte à la crédibilité du système multilatéral, perpétuera le cycle de la violence et nous éloignera davantage de la paix.

Le conflit israélo-palestinien dure depuis bien trop longtemps. La crise actuelle à Gaza a coûté la vie à plus de 34 000 personnes, dont une majorité de femmes et d'enfants innocents. Dans son ordonnance en indication de mesures conservatoires, la Cour internationale de justice a indiqué que l'attaque d'Israël pouvait être constitutive de génocide. Le Conseil doit mettre un terme à cette catastrophe et éviter que le Moyen-Orient ne sombre dans un conflit régional de plus large portée. Nous appelons les membres du Conseil à joindre le geste à la parole en garantissant un cessez-le-feu immédiat, l'augmentation et l'acheminement efficace de l'aide humanitaire à Gaza et l'application de toutes les résolutions relatives à un règlement politique du conflit.

N'oublions pas la réalité quotidienne de millions de réfugiés palestiniens. Une paix juste et durable doit tenir compte de leurs droits légitimes, y compris le droit au retour. En attendant une solution politique définitive au conflit israélo-palestinien, nous devons intensifier notre appui à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), qui est une bouée de sauvetage pour des millions de réfugiés palestiniens et un facteur de stabilité au Moyen-Orient. Nous devons veiller à ce que l'UNRWA soit en mesure de s'acquitter pleinement de son mandat.

Pour terminer, l'Indonésie engage les membres du Conseil à être du bon côté de l'histoire. Choisissons l'humanité plutôt que les atrocités, la diplomatie plutôt que la discorde et le dialogue plutôt que la division. Ensemble, nous pouvons ouvrir la voie à un avenir où la paix l'emportera.

La Présidente (*parle en anglais*) : Il reste un certain nombre d'orateurs et d'oratrices inscrits sur la liste pour la présente séance. Étant donné l'heure tardive, je me propose, avec l'assentiment des membres du Conseil, de suspendre la séance jusqu'à la semaine prochaine.

La séance est suspendue à 16 h 45.